

## \* Antifascismes (6). Matthieu Gallandier et Sébastien Ibo : *Temps obscurs. Nationalisme et fascisme en France et en Europe*

Il est extrêmement difficile, voire sans doute impossible, en 157 pages, d'exposer ce que furent le fascisme italien et le nazisme allemand, de décrire les groupes néofascistes actuels en Europe, d'évoquer les «*grands partis électoraux xénophobes*» (que je préfère appeler «nationaux-populistes») et de s'interroger sur la possibilité d'une résurgence du fascisme ainsi que d'envisager les moyens de la contrecarrer efficacement. Il faut donc savoir gré aux auteurs d'avoir tenté l'aventure en utilisant un langage militant mais compréhensible par tous.

Ce livre est malheureusement davantage centré sur des considérations idéologiques (le plus souvent justes mais trop peu étayées) que sur des références et des explications historiques précises et convaincantes. Les auteurs tiennent des raisonnements très (trop) généraux en s'appuyant sur des données fréquemment inexactes ou vagues, en transformant des faits ayant une portée limitée en tendances lourdes ce qui exagère leur portée (par exemple, les quelques patrouilles effectuées par des Identitaires dans le métro parisien ou lyonnais) mais permet de les faire entrer plus aisément dans leur cadre d'analyse (les Identitaires seraient en train de constituer des milices, ou au moins des «*embryons de milices*»).

Cet article commencera donc par évoquer les qualités de ce livre avant d'évoquer ses nombreux défauts, que nous mentionnerons à la fin de ce texte, afin de ne pas vous décourager de lire cet ouvrage !

Dans leur premier chapitre («Une brève histoire du fascisme»), les auteurs nous expliquent bien en quoi le fascisme n'est pas une idéologie «folle», issue du cerveau d'individus socialement marginaux, mais une solution acceptée par la plus grande partie de la bourgeoisie afin d'affronter une crise économique et une crise politique graves, dangereuses pour la reproduction du capital et le maintien de l'ordre social. Les organisations fascistes créent assez rapidement des milices, qui effectuent le sale boulot que la police «démocratique» ne peut pas faire ouvertement, et elles instaurent un régime de terreur dans les quartiers populaires et dans les entreprises. Lorsqu'elles parviennent au pouvoir, toutes leurs mesures tendent à mettre au pas les travailleurs : interdiction des syndicats, mise en place de structures corporatistes, baisse des salaires au nom de l'union nationale et de l'effort de guerre, mise au pas des corps intermédiaires (ligues sportives, organisations de jeunesse), etc. Elles aident les capitalistes à moderniser l'économie dans un cadre national, projet voué à la faillite mais qui peut fonctionner pendant quelques années, surtout si l'Etat en question envahit d'autres pays, pille leurs matières premières et réduit en esclavage leurs populations, comme le fit l'Allemagne nazie.

Les auteurs abordent successivement les points communs entre la naissance des mouvements fascistes et nazis, leur structure politique, les liens entre fascisme, grand capital et crise économique, leurs appuis sociaux, la mystification «anticapitaliste» mise en place par le Parti national fasciste italien et le NSDAP allemand, la dimension impérialiste du fascisme, le rôle de la violence dans cette idéologie, la façon dont il renforce le rôle de l'Etat, etc.

Pour finir ce premier chapitre, Gallandier et Ibo nous offrent leur définition du fascisme : «*Pour nous, c'est un mouvement de masse qui prétend restaurer et régénérer la communauté nationale "corrompue" par des ennemis intérieurs et extérieurs. Organisé sur un mode militaire autour d'un leader charismatique, ce type de mouvement joue aussi un rôle de milice. En lien avec la bourgeoisie dans des périodes de crise, il offre une gestion alternative du capital. Au niveau politique, il est fondé sur l'autoritarisme, la mise au pas du prolétariat, l'impérialisme agressif, le tout au travers d'une mobilisation perpétuelle des masses, notamment de la petite bourgeoisie. Au niveau économique, il s'agit d'une forme de gestion du capital sur des bases nationales.*»

Dans le second chapitre («Le nouveau visage de l'extrême droite»), les auteurs effectuent un bond de quelques décennies pour s'intéresser à l'extrême droite européenne actuelle et à ses composantes fascistes. Ils ne décèlent pas d'opposition fondamentale entre, d'un côté, les «*grands partis électoraux xénophobes*» et de l'autre les groupuscules néonazis ou néofascistes. Pour eux, on assiste à une sorte de division du travail, même si elle n'est pas sanctionnée par des accords explicites ou publics : d'un côté, les partis nationaux-populistes, ceux que les Antifas anglo-saxons appellent «les faf' en costard-cravate»,

draguent les électeurs et essaient de conquérir les territoires en partant des municipalités<sup>1</sup> ; de l'autre, les groupuscules néofascistes tentent de conquérir la rue, voire certains quartiers populaires<sup>2</sup>, participent au service d'ordre et aux manifestations des «*grands partis électoraux xénophobes*», etc. Les auteurs décrivent une circulation des idées, voire des cadres, entre ces deux tendances de l'extrême droite. Ils émettent une hypothèse intéressante sur le Front national qui voudrait, selon eux, «*épurer le prolétariat*», c'est-à-dire exclure/expulser les éléments non européens, pour mieux valoriser (symboliquement bien sûr) les prolétaires autochtones. Ils expliquent le rôle que jouent le *pinkwashing* (la défense par l'extrême droite des droits des femmes et des homosexuels), l'islamophobie (ce que je préfère appeler le «racisme antimusulmans<sup>3</sup>») et le complotisme. Ils dénoncent le confusionnisme<sup>4</sup> entre la «social-démocratie radicale», voire l'extrême gauche, et l'extrême droite.

Dans le troisième chapitre («Les territoires de l'extrême droite»), les auteurs nous livrent une description détaillée de la politique du Front national, notamment de son programme économique, et de ce que les auteurs appellent le «*national-municipalisme*», terme particulièrement bien choisi. Ils évoquent la façon dont le thème du «retour à la terre» et le régionalisme sont utilisés par l'extrême droite ; les différents types de milices que peuvent créer les fascistes (leurs réflexions générales sont stimulantes mais ne me semblent pas du tout coller à la situation actuelle en France) ; et ils expliquent pourquoi le soutien à la Russie de Poutine et la sortie de l'Union européenne, soutien qu'on retrouve dans toute l'extrême droite, sont conformes à sa vision nationaliste, favorable à des Etats nations ayant chacun une politique extérieure agressive. Enfin ils décrivent comment la mouvance fasciste a réussi, malgré sa faiblesse numérique (2 000 militants maximum, selon les auteurs), à envahir Internet et les réseaux sociaux, grâce à sa maîtrise des techniques de communication, ce qui lui permet d'avoir une influence idéologique non négligeable.

Dans un quatrième et dernier chapitre («Le danger fasciste»), ils abordent la question de l'antifascisme de façon succincte et assez décevante. S'ils critiquent l'antifascisme républicain classique des années 20 et 30 qui a mené à la catastrophe des Fronts populaires (mais aussi aux mouvements de résistance staliniens au service du capitalisme occidental ou soviétique, ce que Ibo et Gallandier ne disent pas), ils n'ont visiblement pas encore perdu leurs illusions sur la CNT espagnole ou sur ce qu'ils appellent les «communistes» (en bon français, les staliniens).

Ils ne consacrent pas une ligne à critiquer la participation des anarchistes au gouvernement du Front populaire espagnol, ce qui est pourtant étonnant pour des militants qui emploient fort souvent le terme de «révolutionnaires». Ils critiquent aujourd'hui «*la posture consistant à se placer dans le cadre de la légalité bourgeoise, en appelant toutes les forces républicaines à rejoindre le combat*» mais semblent oublier que ce fut précisément la politique de la CNT en Espagne dans le cadre du Front populaire.

Pire, ils écrivent que «*Les forces de résistance, notamment communistes, remportent d'importantes victoires mais ne parviennent pas à transformer la guerre de résistance en révolution sociale*». On est bien là dans le romantisme antifasciste philostalinien, qui consiste à croire que les partis communistes européens auraient voulu aller plus loin que l'union nationale avec la fraction patriote de la bourgeoisie<sup>5</sup> française, italienne ou autre.

---

<sup>1</sup> Cf. sur ce sujet, «Comment le Front national contrôle “ses” territoires et “ses” administrés» (<http://mondialisme.org/spip.php?article2613>). S'il n'est pas écrit dans la même perspective, cet article décrit en détail comment le FN s'implante localement et quelles en sont les conséquences concrètes.

<sup>2</sup> Comme c'est le cas en Angleterre depuis des décennies, cf. le compte rendu du livre de M. Testa, *Militant antifascism. A hundred years of resistance* («L'antifascisme militant. Un siècle de résistance», <http://mondialisme.org/spip.php?article2678>).

<sup>3</sup> Cf. l'article de Sacha Ismaïl : «Qu'est-ce que le racisme antimusulmans ?», <http://mondialisme.org/spip.php?article2088> et les nombreuses critiques du concept d'«islamophobie» sur les sites npnf.eu et mondialisme.org, ainsi que dans la revue *Ni patrie ni frontières*.

<sup>4</sup> Même si le numéro 36/37 de *Ni patrie ni frontières* était intitulé en 2011 «*Extrême droite/extrême gauche : Inventaire de la confusion*», aujourd'hui je n'emploierais plus ce terme. En effet, il laisse penser que cette situation serait involontaire, alors qu'à mon avis elle repose sur des calculs politiques cyniques de part et d'autre.

<sup>5</sup> Cette légende des «deux lignes» (la base du PCF aurait été antifasciste et révolutionnaire et la direction pro-bourgeoise) a été propagée notamment par Charles Tillon dans les années 70, avec le soutien des trotskistes de la Ligue communiste et des maoïstes.

Quand ils abordent l'antifascisme radical actuel, ils semblent apprécier tout particulièrement les antifascistes autonomes allemands, le fait qu'ils ont été capables d'organiser «des démonstrations de force prenant la forme de cortèges d'autonomes cagoulés et casqués empêchant les manifestations néonazies, et un travail de terrain pour dénoncer publiquement les locaux et activités racistes». Peut-être auraient-ils dû méditer davantage sur cette critique formulée par les camarades du groupe allemand Wildcat<sup>6</sup> :

**\* Pourquoi nous critiquons les «antifa» ?**

L'essence de l'antifascisme est de vouloir résister au fascisme en défendant la démocratie. La démocratie est la forme parfaite qui sépare la politique des nécessités de l'économie capitaliste. C'est le voile le plus perfide que l'on puisse utiliser pour cacher la violence de l'exploitation – et même si nous refusons ce voile, nous devrions quand même «cogérer» le système sans pouvoir nous en retirer. Défendre la démocratie c'est admettre ouvertement que le capitalisme est indestructible et que le communisme est impossible. La démocratie repose sur la soumission volontaire au Léviathan qu'est le pouvoir d'Etat (...). L'antifascisme est l'aile gauche de la démocratie bourgeoise contre la critique révolutionnaire. Dans les années 90 presque tous les jeunes qui voulaient protester contre cette société et regrouper leurs forces ont rejoint les Antifas : leur révolte a été canalisée vers une contradiction présentée comme principale : combattre en priorité le danger fasciste.

**Pourquoi nous critiquons l'antifascisme historique, celui des Fronts populaires.**

«L'antifascisme perpétue la tradition des fronts populaires», nous disent aujourd'hui les organisateurs du congrès des Antifas. La politique des Fronts populaires a été particulièrement néfaste. Elle reposait sur le raisonnement suivant : «Nous devons tout sacrifier à la survie de l'Union soviétique : à la fois la révolution, les révolutionnaires et les luttes des travailleurs.»

La lutte antifasciste n'a pas réussi à empêcher l'avènement du fascisme.

**Pourquoi nous critiquons l'antifascisme des années 90**

Bien sûr, nous devons nous battre contre les fascistes. De même que nous combattons tous ceux qui veulent nous attaquer ou faire de notre vie un enfer. Mais cela ne signifie que nous devons être «antifascistes». Pour les Antifas, l'antifascisme a toujours été une idéologie, une approche organisationnelle et une «forme politique». Les Antifas font constamment de la «politique». Ils cherchent sans cesse de «nouvelles politiques» (...) . Des politiques qui soient à la mode et puissent servir de base à leur organisation. Leur choix varie de façon arbitraire : l'anti-impérialisme, l'antifascisme, l'altermondialisme, etc. La seule question qui les intéresse c'est de savoir si cela leur permettra de concevoir un projet organisationnel. L'organisation est devenue pour eux un fétiche, ils ne critiquent donc jamais son contenu, puisqu'il est déterminé seulement par des critères fonctionnels. Le débat n'est pas mené de façon sérieuse, l'objectif est seulement d'explorer et de trouver ce qui permettra de nourrir le prochain projet organisationnel.

Pour les autonomes des années 80 les Antifas représentent ce que les maoïstes ont été pour les révoltés des années 68 : un développement rétrograde qui croyait être progressiste !

*Wildcat Zirkular n° 59/60, juillet-août 2001*

Gallandier et Ibo concluent en affirmant qu'il ne faut surtout «pas dissocier l'antifascisme des autres fronts de lutte, car combattre le fascisme implique aussi de gagner la lutte des classes»; ils pensent qu'il faut «proposer une alternative révolutionnaire au capitalisme basée sur la mise en commun des moyens de production par les exploités et sur l'auto-organisation de notre classe». Ils ne voient pas (ou ne veulent pas voir) que l'antifascisme n'a jamais été cela au cours de l'histoire du «mouvement ouvrier» et que le «mouvement ouvrier» ne s'est jamais vraiment «remis en question» après la victoire de Hitler en 1933, contrairement à ce qu'ils écrivent...

<sup>6</sup> Cette traduction a été faite par nos soins, et est donc certainement imparfaite. Wildcat est un site et une revue en allemand qui présente quelques traductions anglaises et françaises.  
<https://www.wildcat-www.de/>.

## - Quelques remarques critiques

Ces remarques auraient sans doute été beaucoup moins nombreuses si les auteurs avaient pris plus de temps pour vérifier les faits qu'ils citent ; s'ils avaient été plus précis et rigoureux dans leurs analyses et s'ils avaient mieux développé leurs raisonnements afin d'en résoudre les contradictions évidentes.

### – INEXACTITUDES...

\* Les auteurs affirment d'abord que **100 000** membres du KPD furent internés en camps de concentration, puis, plus loin dans le texte, que «**quelques dizaines de milliers**» furent incarcérés – chiffre déjà plus proche de la réalité, puisqu'on estime à 60 000 le nombre de communistes **arrêtés**, ce qui ne signifie pas qu'ils furent tous emprisonnés dans des camps, loin de là<sup>7</sup>.

\* Ils écrivent que les persécutions contre les Juifs «entraîn[èr]ent leur **ralliement massif aux mouvements révolutionnaires**». Le Bund, le plus grand parti juif en Russie (jusqu'à son autodissolution forcée en URSS en 1921), puis en Pologne jusqu'en 1939, était un parti social-démocrate, pas une organisation «révolutionnaire» ; il finit d'ailleurs par adhérer à la Seconde Internationale ; de plus, il existait plusieurs partis juifs socialistes très modérés en Roumanie, en Galicie, en Lituanie et en Pologne ; enfin, les Juifs allemands votaient beaucoup plus pour le SPD et le Zentrum que pour le KPD. Les termes «massif» et «révolutionnaires» sont donc tous deux **inappropriés**.

\* Selon Gallandier et Ibo, le «*mouvement ouvrier* [était] *en plein développement*» en Italie comme en Allemagne. Or il était, au contraire, **en pleine crise**, profondément divisé entre communistes et socialistes qui avaient des objectifs **irréconciliables**, que ce soit en Italie en 1922 ou en 1933 en Allemagne.

\* Leur connaissance des positions d'Amadeo Bordiga, lorsqu'il appartenait à la direction du PCI, est pour le moins lacunaire. Selon eux, Bordiga était le théoricien de la ligne «classe contre classe» en... 1922, alors que cette ligne a été adoptée par l'Internationale communiste en 1928, et que Bordiga n'y était pour rien ! Et surtout ils affirment que Bordiga concevait «*la social-démocratie comme l'équivalent du fascisme*», ce qui est tout simplement faux<sup>8</sup>.

\* «*les groupes de casseurs de grève et les contremaîtres qui ont assassiné Pierre Overney devant l'usine Renault en 1973*». Tramoni était un simple vigile, **pas un contremaître**, et aucun autre membre de la maîtrise ni aucun autre gardien ne portait d'arme à l'époque... De plus l'assassinat n'eut pas lieu en 1973 mais le **25 février 1972** !!!

\* Selon eux, l'excision serait une coutume «*ultraminoritaire chez les pratiquants*» en Islam : visiblement ils ne connaissent pas l'ampleur des MGF (mutilations génitales féminines). Comme l'indiquait l'UNICEF en 2016 «*Au moins 200 millions de filles et de femmes en vie aujourd'hui ont subi des mutilations génitales dans 30 pays, d'après un nouveau rapport (...) des Nations Unies. Le rapport*

---

<sup>7</sup> Cf. la partie consacrée au prétendu «Holocauste préventif» des partis de gauche en Allemagne dans «L'antisémitisme de gauche n'existe pas... mais il se porte bien», <http://www.mondialisme.org/spip.php?article2671>

<sup>8</sup> On pourra lire, parmi beaucoup d'autres, ce texte de Bordiga sur le fascisme qui date de 1921 ([https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1921/11/bordiga\\_fascisme.htm](https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1921/11/bordiga_fascisme.htm)) ainsi que le «Rapport de A. Bordiga sur le fascisme au IV<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste» ([http://www.pcint.org/15\\_Textes\\_Theses/07\\_01\\_fr/1922-rap-ab-4CIC-fasc.htm](http://www.pcint.org/15_Textes_Theses/07_01_fr/1922-rap-ab-4CIC-fasc.htm)) qui date de 1922 tout comme les «Thèses de Rome» ([https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1922/01/bordiga\\_19220130.htm](https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1922/01/bordiga_19220130.htm)), ainsi que son «Intervention au 5e congrès de l'Internationale communiste» en 1924 ([https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1924/00/bordiga\\_19240001.htm](https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1924/00/bordiga_19240001.htm)). Loin de moi l'idée d'encenser Bordiga, simplement il faut d'abord le lire attentivement avant de le critiquer en lui attribuant des positions fantaisistes ou stupides comme le font Ibo et Gallandier !

(...) signale que la moitié des filles et des femmes ayant été excisées vivent dans trois pays : l'Égypte, l'Éthiopie et l'Indonésie. (...) D'après les données, les filles de 14 ans et moins représentent 44 millions du total des personnes excisées. Les pays où l'on trouve les plus fortes prévalences de MGF pour cette tranche d'âge sont la Gambie, (56 %), la Mauritanie (54 %) et l'Indonésie où environ la moitié des filles âgées de 11 ans et plus ont subi cette pratique. Les pays où la prévalence des MGF chez les filles et les femmes de 15 à 49 ans est la plus élevée sont la Somalie (98 %), la Guinée (97 %) et Djibouti (93 %). Dans la plupart des pays, la majorité des filles ont été excisées avant leur cinquième anniversaire.»

Ce chiffre est en **augmentation** depuis 2014 : «Les données mondiales du rapport statistique sur les MGF indiquent que près de **70 millions** de filles et de femmes **de plus** avaient subi des MGF **par rapport aux estimations de 2014**. Cela s'explique par la croissance de la population dans certains pays et les données représentatives au niveau national recueillies par le gouvernement indonésien. (...). En 2016, **30 pays** disposent de données représentatives au niveau national sur ces pratiques.»

Plus grave, nos deux auteurs ignorent que les femmes peuvent obtenir la «**protection subsidiaire**» (donc un titre de séjour) **en France** pour elles et leurs filles, justement pour les protéger de... l'excision dans leurs pays d'origine, voire ici même !

### – APPROXIMATIONS

\* Gallandier et Ibo évoquent des «*agressions racistes de plus en plus nombreuses*», sans citer ni chiffres ni périodisations de ces agressions alors que ces données sont disponibles. De plus, pour ce qui concerne la France et une grande partie de l'Europe, proportionnellement à leur importance numérique, les premières victimes du racisme meurtrier en Europe ne sont pas les «musulmans» comme les auteurs le sous-entendent mais les Juifs<sup>9</sup>.

\* Ils affirment que des «*mouvements sociaux d'ampleur*» auraient eu lieu pendant les années 1990 et 2000 mais ne nous en citent pas un seul, ce qui nuit à leur démonstration.

\* Les auteurs font allusion à des attaques du RED (?) et des Identitaires lors du mouvement contre le CPE (Contrat première embauche) en 2006 et le mouvement des retraites en 2010, mais ne nous indiquent ni les dates, ni les lieux, ni surtout l'ampleur de ces «attaques», ce qui laisse croire qu'elles auraient joué un rôle décisif.

\* «*L'extrême gauche révolutionnaire s'est en partie convertie au réformisme type Front de gauche*». : Quelle partie de l'extrême gauche est-elle passée de «révolutionnaire» à «réformiste» ? Quand ? Pourquoi ? Mystère...

\* Les auteurs évoquent ce qu'ils appellent «*la social-démocratie radicale*», plaçant sous cette étiquette des formations aussi diverses que Die Linke, le Labour de Jeremy Corbyn (?!), Podemos, Syriza et le Parti de Gauche/France insoumise. On voit mal l'intérêt de ce «concept» sinon de semer des illusions sur la «radicalité» imaginaire de ces courants politiques, qui accueillent à bras ouverts pas mal de vieux routiers de la social-démocratie et du stalinisme/

### – EXAGERATIONS

\* Gallandier et Ibo évoquent une «*militarisation du pays*» depuis la présidence Sarkozy, ce terme n'ayant pas grand sens, si on compare la France à des nations vivant effectivement sous le contrôle de l'armée comme la Thaïlande ou la Birmanie, par exemple. Idem pour une expression comme l'«*état d'urgence permanent*» qui suggère une abrogation définitive des droits démocratiques élémentaires...

\* Les auteurs affirment que les groupuscules fascistes sont «*comme des poissons dans l'eau*» dans des mouvements sociaux comme les Bonnets rouges ou la Manif' pour tous. C'est sans doute le cas (mais ils étaient aussi à l'aise dans les manifestations... gauchistes contre la Guerre du Golfe) mais **les**

---

<sup>9</sup> «Racisme antimusulmans et antisémitisme en Europe», <http://www.mondialisme.org/spip.php?article2290>.

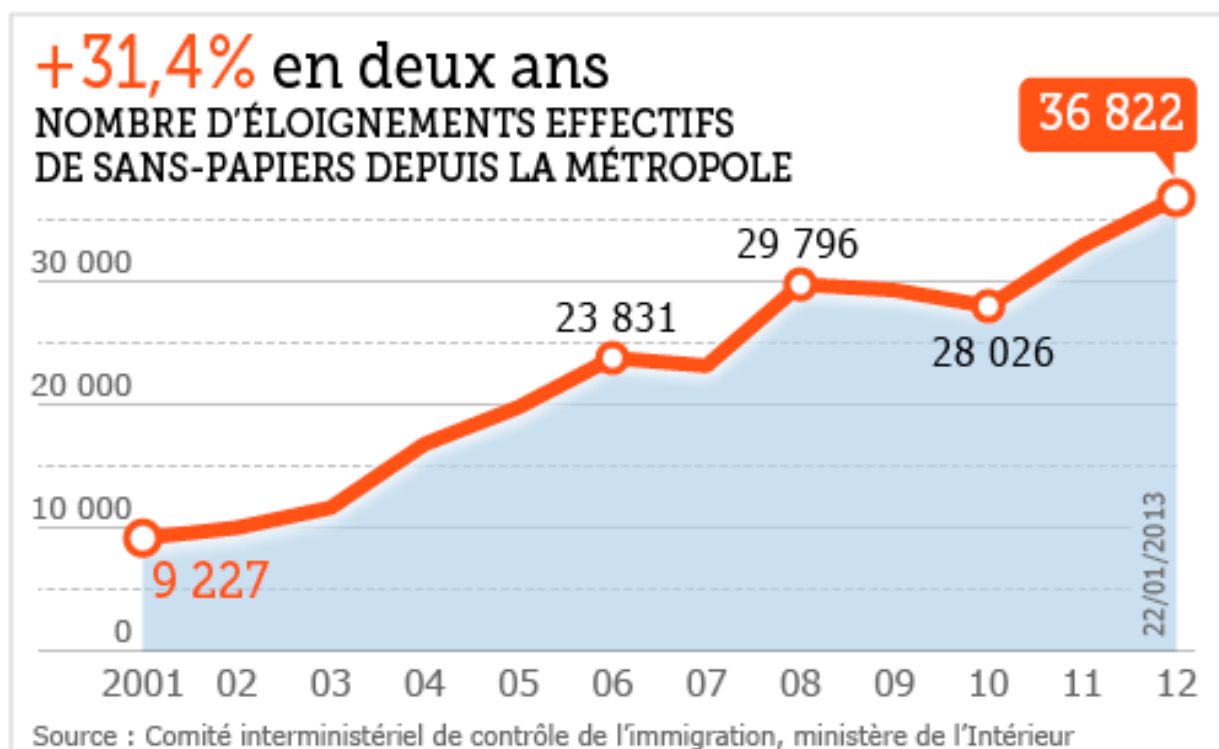


**véritables initiateurs de ces deux mouvements et ceux qui ont permis leur extension ne venaient pas de l'extrême droite la plus radicale.**

\* Ils expliquent que, «depuis 2008, la crise économique s'est aggravée», puis que «Le choc financier de 2008 a eu des conséquences directes sur l'économie de nos pays, qui se sont traduites par une crise sociale très dure plongeant des millions de gens dans la misère et affaiblissant la classe moyenne». Or, nous avons affaire à une **crise économique permanente depuis plus de 40 ans** (le deuxième choc pétrolier était en 1973). Depuis des décennies l'extrême gauche et les libertaires nous prédisent l'effondrement prochain du capitalisme, avec en supplément une «crise écologique» qui menacerait l'espèce humaine à court terme. Ce système d'exploitation à la vie dure et sa «survie» déjoue tous les pronostics catastrophistes. Pour être convaincants, les auteurs auraient dû se montrer beaucoup plus précis à la fois sur l'étendue et la périodisation de la «crise économique», sur les remèdes (les «amortisseurs sociaux») qui y ont été apportés et sur les réactions (ou plus exactement les défaites, voire les capitulations sans combats) de la classe ouvrière en Europe.

\* Ibo et Gallandier évoquent une «explosion» des expulsions d'étrangers sans papiers, à partir de 2007 et le chiffre de «36 000 expulsions en 2012». Or les chiffres du ministère de l'Intérieur (qui correspondent d'ailleurs pour 2012 à celui cité par les auteurs) traduisent plutôt qu'une «explosion» une lente progression... **Pour des partisans de la liberté totale de circuler comme nous, cela ne change rien du tout sur le fond, mais autant être précis si l'on veut construire un argumentaire crédible.**

Le premier tableau, publié en 2012, montre que la véritable «explosion» (150 %) a eu lieu avant que Sarkozy devienne président de la République, et que les expulsions ont augmenté de 50 % sous sa présidence.



Le second tableau indique que le rythme des expulsions a atteint une vitesse de croisière aux effets humains délétères, mais sans que les chiffres n'«explorent». Et en tout cas ils démentent l'affirmation des auteurs selon laquelle «depuis 2012 ces chiffres se maintiennent au même niveau que la présidence de Nicolas Sarkozy», puisqu'ils sont **inférieurs** : 23 à 32 000 sous Sarkozy ; 26 à 18 000 sous Hollande.

		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Evolution 2017/2016
Eloignements non aidés	retours forcés RPT*	6 401	4 015	4 136	4 656	6 515	7 039	6 539	6 903	+5,6%
	dont vers les pays tiers	6 374	3 992	4 127	4 650	5 675	6 311	6 166	6 596	+7,0%
	réadmissions RPT*	3 504	5 728	6 316	6 038	5 314	5 014	3 338	4 589	+37,5%
	renvois forcés RUE**	2 129	2 804	2 934	3 382	3 332	3 432	3 084	3 367	+9,2%
	Total forcés	12 034	12 547	13 386	14 076	15 161	15 485	12 961	14 859	+14,6%
	retours spontanés RPT*	3 437	5 363	6 645	5 377	4 060	2 791	2 150	1 860	-13,5%
	renvois spontanés RUE**	855	1 418	1 810	1 400	721	597	537	360	-33,0%
	Total spontanés	4 292	6 781	8 455	6 777	4 781	3 388	2 687	2 220	-17,4%
Total éloignements non aidés		16 326	19 328	21 841	20 853	19 942	18 873	15 648	17 079	+9,1%
Eloignements aidés	retours aidés RPT*	2 137	2 397	1 988	1 382	1 465	1 079	809	1 066	+31,8%
	renvois aidés RUE**	1 159	1 202	2 983	518	82	39	32	12	-62,5%
Total éloignements aidés		3 296	3 599	4 971	1 900	1 547	1 118	841	1 078	+28,2%
Total éloignements (A)		19 622	22 927	26 812	22 753	21 489	19 991	16 489	18 157	+10,1%
Départs volontaires aidés	départs volontaires RPT* aidés	2 422	3 923	4 269	3 329	2 710	2 950	2 504	3 734	+49,1%
	départs volontaires RUE** aidés	5 982	6 062	5 741	999	220	143	123	44	-64,2%
Total départs volontaires aidés (B)		8 404	9 985	10 010	4 328	2 930	3 093	2 627	3 778	+43,8%
Départs spontanés (C)		-	-	-	-	3 187	6 512	5 591	5 438	-2,7%
Total sorties du territoire (A) + (B) + (C)		28 026	32 912	36 822	27 081	27 606	29 596	24 707	27 373	+10,8%

## – CONTRADICTIONS

\* Pour ce qui est de l'islamisme, Gallandier et Ibo évoquent uniquement, parmi les courants de l'extrême droite musulmane, ceux qu'ils appellent les «takfiristes» (qu'ils qualifient de «*nihilistes fanatisés*», ce qui est un peu léger pour comprendre les motivations de personnes aussi passionnées par la religion). Ils dénoncent les terroristes-djihadistes comme des fascistes, mais dans leur portrait de l'extrême droite musulmane, ils ignorent les nombreuses passerelles entre salafisme et terrorisme islamiste (Al-Quaida, Daech, etc.) et ils «oublient» bizarrement de mentionner **les Frères musulmans dont l'influence réactionnaire est beaucoup plus importante dans toute l'Europe que celle des salafistes**.

\* Les auteurs affirment d'un côté que «*la sortie de l'euro mènerait à une baisse massive des salaires*» et de l'autre que «*la sortie de l'euro ne peut se faire que dans le cadre d'une sortie du capitalisme*». Ils n'ont visiblement pas réfléchi au rôle de la monnaie dans un autre système social, et ne se sont pas demandé ce que signifierait une révolution menée dans un seul pays (par exemple une France socialiste qui rétablirait le franc !) – question pourtant discutée dans le «mouvement ouvrier» depuis les années 1920.

\* Gallandier et Ibo font sans cesse référence au «mouvement ouvrier» comme si nous étions encore au XIX<sup>e</sup> siècle. Attitude étonnante pour des «communistes» ayant une sensibilité antibureaucratique. Le «mouvement ouvrier» du XIX<sup>e</sup> siècle a disparu...

\* Ils prétendent défendre un «*antifascisme de classe*» mais emploient des expressions raciales comme «*l'immigration de couleur*», les «*immigrés de couleur*» (comme si le blanc n'était pas une couleur !) et les «*prolétaires blancs*», expressions à la mode chez les Identitaires de gauche et de droite, hostiles à toute politique de classe.

\* Pour ce qui concerne l'antisémitisme, les auteurs décrivent bien sa fonction faussement explicative pour les exploités mais ils ne creusent pas la question. Pourtant, dans leur bibliographie finale, ils citent un ouvrage Moishe Postone dont la lecture aurait dû leur ouvrir les yeux. En effet, l'antisémitisme racial nazi, s'il a pris la relève de l'antisémitisme religieux en prétendant utiliser des critères pseudo-scientifiques, s'appuyait aussi sur un **antisémitisme/antijudaïsme social** que l'on retrouve dans tous les courants marxistes ou anarchistes avant les années 30. Les Juifs n'étaient pas de simples «boucs émissaires» ; de nombreux dirigeants, théoriciens et militants de gauche traçaient un trait d'égalité entre capitalisme et judaïsme, judaïsme et finance (ou commerce), thèmes présents dans la littérature

socialiste, anarchiste et communiste bien avant le judéocide<sup>10</sup>.... et bien après, dans la propagande antisioniste soviétique...ou gauchiste.

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, 12/3/2018

---

<sup>10</sup> Cf. le «Tableau récapitulatif des stéréotypes judéophobes que l'on retrouve à gauche et à l'extrême gauche» (<http://mondialisme.org/spip.php?article2441>, (uniquement en ligne pour le moment) et «L'antisémitisme DE gauche : définitions et fonctions politiques» (<http://mondialisme.org/spip.php?article2313>), dans le n° 54/55 de *Ni patrie ni frontières* (2016).